



Numéro PPQ/9424

mardi 7 avril 2015

## **Les grands titres:**

- Boko Haram : le Conseil de sécurité condamne de nouvelles attaques au Nigéria et au Tchad
- L'ONU appelle à améliorer la sécurité alimentaire « depuis les fermes jusqu'à nos assiettes »
- Commémoration du génocide au Rwanda : Ban Ki-moon appelle à prévenir les atrocités dans le monde
- Chypre : l'Envoyé spécial de l'ONU anticipe une reprise imminente des pourparlers
- L'ONU s'inquiète de la détérioration de la situation sanitaire pour les Ukrainiens affectés par le conflit
- Les pays en développement devraient se tourner vers l'énergie géothermique, selon la FAO
- Yémen : l'ONU tire la sonnette d'alarme face à la situation humanitaire

## **Boko Haram : le Conseil de sécurité condamne de nouvelles attaques au Nigéria et au Tchad**



**7 avril** - Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné mardi dans les termes les plus forts de récentes attaques meurtrières perpétrées par Boko Haram dans le nord-est du Nigéria et au Tchad.

Suite aux attaques commises par le groupe terroriste à Kwajafa, dans l'Etat de Borno, au Nigéria, le 5 avril et à Tchoukou Telia, au Tchad, le 3 avril, les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes et leur sympathie à tous ceux qui ont été blessés, ainsi qu'aux peuples et aux gouvernements des deux pays, a précisé la

Présidence jordanienne du Conseil dans une déclaration à la presse.

Le Conseil de sécurité a par ailleurs exhorté la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), qui doivent bientôt avoir un sommet conjoint, à « adopter une stratégie commune et à développer une coordination et une coopération actives afin de combattre de manière plus efficace et plus rapide la menace posée par Boko Haram ».

Le Conseil a également souligné « la nécessité d'adopter une approche globale pour combattre avec succès Boko Haram et la menace qu'il pose pour la région ». A cet égard, les membres du Conseil ont salué la tenue d'une réunion conjointe d'experts de la CEDEAO et de la CEEAC à Douala, au Cameroun, le 2 avril, soulignant qu'il s'agissait d'une étape importante pour réaliser l'objectif d'une coopération renforcée.

## L'ONU appelle à améliorer la sécurité alimentaire « depuis les fermes jusqu'à nos assiettes »



**7 avril** - A l'occasion de la Journée mondiale de la Santé, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé mardi l'ensemble des acteurs impliqués dans la production, la distribution et la consommation des aliments à améliorer la sécurité de tous les maillons de la chaîne alimentaire.

« Les aliments contaminés par des bactéries, des virus, des parasites ou des produits chimiques sont à l'origine de plus de 200 maladies, allant des diarrhées aux cancers », a déclaré M. Ban dans un message, ajoutant que de nouveaux risques menaçant la sécurité alimentaire surgissaient tous les jours.

Parallèlement, a souligné le Secrétaire général, les nouveaux modes de production, de distribution et de consommation des denrées alimentaires, l'apparition de bactéries résistantes et le développement des voyages et du commerce rendent encore plus compliquée la gestion des pathogènes et des contaminants une fois qu'ils se sont introduits dans notre chaîne alimentaire.

« La dangerosité de certains aliments pour la santé est un problème mondial dont la gravité est largement méconnue et souvent négligée », a insisté M. Ban. « C'est la raison pour laquelle, en cette Journée mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) appelle les pays du monde et tous les acteurs concernés à améliorer la sécurité alimentaire, depuis les fermes jusqu'à nos assiettes, en passant par tous les maillons de la chaîne alimentaire ».

Le Secrétaire général a par ailleurs fait remarquer combien la production d'aliments sans danger est importante pour les économies : elle favorise le commerce et le tourisme et est une des bases de la sécurité alimentaire et du développement durable. La sécurité alimentaire est aussi essentielle du point de vue de l'éducation, a-t-il souligné, dans la mesure où les enfants malades ne vont pas à l'école, or c'est à l'école que la prochaine génération de consommateurs peut apprendre les pratiques de base en matière de sécurité alimentaire.

M. Ban a par conséquent appelé tous ceux qui sont impliqués dans la production, la distribution et la préparation des aliments à tout faire pour en garantir la sécurité.

« En cette Journée mondiale de la santé, il nous faut nous demander si les aliments que nous consommons sont vraiment sans danger. Nous avons tous notre part de responsabilité pour qu'il en soit ainsi : depuis les fermes jusqu'à nos assiettes », a conclu le chef de l'ONU.

## Commémoration du génocide au Rwanda : Ban Ki-moon appelle à prévenir les atrocités dans le monde



**7 avril** - A l'occasion de la Journée internationale de réflexion sur le génocide au Rwanda, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mardi la communauté internationale à ne pas se contenter de parler des atrocités criminelles mais à prendre en temps voulu les mesures nécessaires pour les prévenir.

« Je demande à chacun de trouver le courage d'agir avant que la situation ne se détériore, car telle est notre responsabilité morale collective. C'est là une condition absolument essentielle pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales », a dit M. Ban dans un message.

« Comme je l'ai dit l'année dernière à la cérémonie de commémoration organisée à Kigali, nous devons faire preuve

d'"Umuganda', autrement dit unir nos forces au service d'une cause commune, pour éviter ce qu'il est possible d'éviter et combattre les actes de cruauté qui sont commis sous nos yeux », a-t-il ajouté.

En 1994, plus de 800.000 Rwandais, essentiellement des Tutsis, mais également des Hutus modérés, des Twas et d'autres, ont été massacrés de manière systématique en l'espace de moins de trois mois. Cette journée est également l'occasion de saluer le courage de ceux qui ont survécu et de reconnaître leur douleur.

La commémoration s'inscrit cette année dans le cadre du 70ème anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies.

« Nous devons en profiter pour jeter un regard sur le passé et affronter résolument les problèmes d'aujourd'hui, en réaffirmant notre détermination collective à empêcher que de telles atrocités ne se reproduisent », a déclaré le Secrétaire général.

Il a vivement déploré les conflits et les atrocités criminelles qui, dans de nombreuses régions du monde, continuent de diviser les communautés, de tuer et de déplacer des personnes, d'ébranler les économies et de détruire les patrimoines culturels.

« Notre première priorité doit être de prévenir ces situations et de protéger les êtres humains en situation de détresse. Mon initiative 'Les droits avant tout' a pour objet d'empêcher les violations graves des droits de l'homme en agissant dès l'apparition de signes avant-coureurs. Mon Conseiller spécial pour la prévention du génocide [Adama Dieng] et ma Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger [Jennifer Welsh] œuvrent à faire avancer l'action menée aux niveaux national et international pour protéger les populations contre les atrocités criminelles. Notre but est de prendre des mesures rapides et résolues de façon à sauver des vies et à mettre fin aux violations », a-t-il ajouté.

## Chypre : l'Envoyé spécial de l'ONU anticipe une reprise imminente des pourparlers



**7 avril** - Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, Espen Barth Eide, a déclaré mardi qu'il ne voyait plus « aucun obstacle » à une reprise des négociations entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, une fois que les élections en cours dans le nord de l'île seront terminées.

Depuis les événements de 1974, le territoire chypriote fait l'objet d'une partition. En 1983, la partie nord s'est autoproclamée République turque de Chypre du Nord, sans obtenir la reconnaissance de la communauté internationale, à l'exception de la Turquie.

« Les obstacles à la poursuite des pourparlers ont désormais été levés, du moins dans un avenir proche, ce qui nous permet d'anticiper un retour à la table des négociations dans un cadre structuré, axé sur l'obtention de résultats et de façon accélérée », s'est félicité M. Eide dans une déclaration à la presse.

« J'ai fait part de ce point de vue aux représentants des deux parties aujourd'hui, à savoir M. [Nicos] Anastasiades, leader de la communauté chypriote grecque, et M. Dervis Eroglu, qui représente la communauté chypriote turque, et tous deux ont convenu que les circonstances étaient désormais favorables », a-t-il ajouté.

Le Conseiller spécial s'est ainsi dit confiant que 2015 serait une année décisive dans le processus de négociation sur la réunification de l'île, resté depuis plusieurs mois dans l'impasse.

M. Eide a par ailleurs pointé du doigt l'absence d'un règlement au différend opposant les deux communautés comme étant la principale responsable des problèmes auxquels Chypre est actuellement confrontée, notamment la tendance des jeunes chypriotes à quitter l'île et le niveau insatisfaisant des investissements.

« Je fais appel à tous les Chypriotes afin qu'ils réalisent qu'il s'agit là d'un moment décisif, non seulement pour les dirigeants politiques, mais également pour tous ceux qui vivent sur cette île », a déclaré le Conseiller spécial.

M. Eide a précisé que, si aucune date n'avait pour l'instant été fixée quant à la reprise des pourparlers, ce serait bientôt chose faite, après l'annonce des résultats électoraux dans la partie nord de l'île.

## L'ONU s'inquiète de la détérioration de la situation sanitaire pour les Ukrainiens affectés par le conflit



**7 avril** - La détérioration de la situation sanitaire pour les déplacés et l'ensemble des personnes affectées par le conflit en Ukraine est préoccupante, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

A la fin mars, le pays comptait près de 1,2 million de personnes déplacées, selon le Ministère ukrainien de la protection sociale, dont beaucoup éprouvent des difficultés d'accès aux services sociaux en raison d'obstacles administratifs, a précisé mardi le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New

York.

Selon OCHA, il y a une forte incidence de maladies cardio-vasculaires, de problèmes de santé mentale et d'infections respiratoires aiguës parmi les personnes affectées par le conflit. D'après les témoignages, les cas de malnutrition et de diarrhée aiguë sont également en augmentation dans les zones non-contrôlées par le gouvernement ukrainien.

Les écoles sont de leur côté sous pression pour accueillir les enfants déplacés alors qu'elles ont un nombre limité d'enseignants et de locaux disponibles, a ajouté M. Dujarric.

Par ailleurs, OCHA a souligné le besoin urgent de programmes éducatifs sur les dangers des mines alors qu'il y a de plus en plus de mines et autres engins non explosés, causant des morts. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué qu'au moins 109 enfants ont été blessés et 42 tués par des mines terrestres et des engins non explosés dans les régions de Donetsk et Louhansk depuis mars 2014.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a précisé qu'au 2 avril, le nombre total d'Ukrainiens ayant demandé l'asile, un permis de séjour ou d'autres formes de séjour légal dans les pays voisins a atteint 777.000, la grande majorité d'entre eux en Russie.

## Les pays en développement devraient se tourner vers l'énergie géothermique, selon la FAO



**7 avril** - L'énergie géothermique, le flux de chaleur émanant du centre de la terre, offre des opportunités exceptionnelles pour la production et la transformation rentables et durables des aliments dans les pays en développement, indique un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), rendu public mardi.

« Dans certaines économies en développement, la moitié de toute la nourriture produite se perd durant la phase après récolte – en partie à cause d'un manque d'énergie abordable pour la transformation des aliments », constate l'étude de la FAO, intitulée 'Uses of geothermal energy in food and agriculture' ('Utilisations de l'énergie géothermique dans l'alimentation et l'agriculture').

Selon le rapport, ce constat rend l'utilisation de l'énergie thermique particulièrement intéressante pour sécher les aliments, pasteuriser le lait et stériliser les produits dans les pays en développement, où la transformation des aliments renforcera la

sécurité alimentaire.

« Le séchage des aliments peut prolonger leur durée de conservation, comme dans le cas du poisson et des légumes, les rendant ainsi disponibles tout au long de l'année, notamment durant les périodes de sécheresse », explique le rapport, ajoutant que l'énergie géothermique est aussi une source principale de chauffage pour les serres agricoles et les sols, et d'eau pour l'aquaculture, précise le rapport.

D'après la FAO, les pays en développement qui ont beaucoup à gagner de l'exploitation de l'énergie thermique pour l'agriculture sont ceux de la Ceinture de feu du Pacifique, comme le Mexique, l'Indonésie, les Philippines et plusieurs pays bordant la côte pacifique de l'Amérique du Sud, mais également l'Éthiopie et le Kenya dans la Vallée du Rift en Afrique, et les économies en transition en Europe de l'Est, comme la Roumanie et la Macédoine.

« Il s'agit d'une source d'énergie renouvelable, propre et économique, une fois effectués les investissements initiaux », a déclaré le principal économiste de la Division FAO des infrastructures rurales et agro-industries, Carlos da Silva. « En utilisant une source d'énergie propre, on affronte non seulement les coûts mais aussi les impacts environnementaux de la production et de la transformation des aliments ».

A l'échelle mondiale, indique le rapport, 38 pays appliquent déjà l'énergie géothermique directement à la production agricole et quelque 24 pays l'exploitent pour générer de l'électricité, l'Islande, le Costa Rica, El Salvador, le Kenya, la Nouvelle-Zélande et les Philippines tirant plus de 10% de leurs besoins en électricité des sources de chaleur naturelle.

Sur les 23 pays en développement utilisant l'énergie géothermique, la majorité l'applique actuellement à des fins de chauffage et de loisirs (baignade), sans exploiter son énorme potentiel pour les utilisations agricoles.

Néanmoins, divers projets présentés dans le rapport de la FAO montrent que cet obstacle n'est pas insurmontable et que les investissements valent la peine d'être étudiés dans le cadre d'un plus vaste effort visant à rendre l'agriculture plus durable.

## Yémen : l'ONU tire la sonnette d'alarme face à la situation humanitaire



**7 avril** - Deux agences humanitaires de l'ONU ont tiré mardi la sonnette d'alarme face à l'augmentation du nombre de victimes civiles au Yémen, en raison de l'intensification des combats durant les dernières semaines.

Lors d'un point de presse organisé à Genève, en Suisse, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a dénoncé la prise pour cible récente du personnel médical et d'installations de santé dans le cadre des combats en cours.

« Entre le 1er et le 4 avril, trois membres du personnel de santé travaillant pour la Société du Croissant-Rouge du Yémen ont été tués dans leurs ambulances alors qu'ils répondaient à des appels. Trois autres ambulances dépendant du Ministère de la santé publique et de la population ont été réquisitionnées à Aden, les 1er et 2 avril derniers, et sont désormais utilisées à des fins non médicales », a déploré un porte-parole de l'agence, Christian Lindmeier.

Plus globalement, M. Lindmeier a rappelé les chiffres alarmants rendus publics la veille par l'OMS, faisant état de 549 personnes tuées au Yémen entre le 19 mars et le 3 avril, dont au moins 217 civils.

Egalement présent lors du point de presse, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est quant à lui inquiété du fait que l'escalade du conflit au Yémen se soit traduite par une dégradation de la situation des enfants dans le pays.

« Au moins 74 enfants ont trouvé la mort et 44 enfants ont été mutilés depuis le début des combats le 26 mars dernier », a déclaré un porte-parole de l'UNICEF, Christophe Boulierac, ajoutant que les chiffres réels allaient sans doute bien au-delà, du fait de l'intensification des combats ces dernières semaines.

Rappelant que l'enrôlement d'enfants par des groupes armés est contraire au droit international humanitaire, M. Boulierac a exhorté les parties au conflit à faire en sorte qu'aucun mal ne soit dorénavant fait aux enfants lors des combats.

Le porte-parole de l'UNICEF a par ailleurs ajouté que, outre les enfants tués directement dans les violences, les conséquences du conflit pèsent également très lourdement sur les conditions de vie dramatiques dans lesquelles se trouvent les enfants du Yémen, dont beaucoup souffrent de malnutrition, du manque d'infrastructures de santé, d'accès à l'éducation, d'eau potable et de matériel médical.